



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°172 SEPTEMBRE 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**CREDITS  
BANCAIRES :  
BAISSE DES  
TAUX  
DEBITEURS  
EN 2018  
DANS LA  
ZONE  
UEMOA**

**9EME EDITION  
DU FORUM POUR  
LA REVOLUTION  
VERTE EN  
AFRIQUE  
(AGRF) A  
ACCRA**

**BENIN :  
FERMETURE DE  
LA FRONTIERE  
TERRESTRE  
AVEC LE  
NIGERIA**

**BURKINA FASO  
: LES FEMMES  
DU SECTEUR  
MINIER  
BURKINABE  
SOUTENUES PAR  
LA FRANCE**

**NIGER : VERS  
LA  
REINTEGRATION  
DU NIGER A  
L'ITIE**

**SENEGAL :  
L'ONU,  
PARTENAIRE DU  
PROCHAIN  
FORUM MONDIAL  
DE L'EAU AU  
SENEGAL**

**TANZANIE :  
LANCEMENT  
DU NOUVEAU  
SYSTEME DE  
RADAR EN  
TANZANIE**

**OUGANDA :  
EXTENSION DU  
RESEAU  
ELECTRIQUE VIA  
LE RECOURS AUX  
INVESTISSEMENTS  
PRIVES**

**RWANDA :  
ACCORD  
COMMERCIAL  
AVEC LA  
CHINE**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Le Comité de politique monétaire (CPM) de la BCEAO maintient ses principaux taux directeurs inchangés

Le CPM a décidé, le 4 septembre, de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,5% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,5%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure également fixé à 3%. Le Comité souligne par ailleurs que : (i) le dynamisme de l'activité économique dans l'Union s'est renforcé au T2 2019, (ii) le déficit budgétaire s'est atténué comparativement à la même période de l'année précédente et (iii) le niveau général des prix à la consommation a reculé de 0,3% par rapport au même trimestre de 2018.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Crédits bancaires : baisse des taux débiteurs en 2018 dans la zone UEMOA

Selon la BCEAO, le coût du crédit a baissé de 6,9% en 2017 à 6,8% en 2018, soit une diminution de 13 points de base. Cette baisse s'inscrit dans une dynamique baissière du coût du crédit sur ces dernières années (baisse de 177 points de base au cours des neuf dernières années). En 2018, la baisse des taux débiteurs a été plus importante au Niger (-45,7 points de base) et en Guinée Bissau (-20,1 points de base). Les principaux bénéficiaires de la réduction de coût des crédits sont les particuliers (-48 points de base) et les entreprises privées (-13 points de base). L'assouplissement de taux a été principalement observé pour les crédits à l'habitation (-45 points de base) et à l'exportation (-26,8 points de base).

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ 28<sup>ème</sup> Forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique en Afrique du Sud

Plus de 1000 personnalités (politiques, du monde des affaires, de la société civile...) sont actuellement réunis au Cap à l'occasion du 28<sup>ème</sup> WEF sur l'Afrique, organisé du 4 au 6 septembre 2019, dont le thème cette année est « Façonner une croissance inclusive et un avenir partagé dans la quatrième révolution industrielle ». L'ordre du jour couvre quatre domaines clés : l'innovation, le développement durable, la numérisation et la gouvernance. Plusieurs Présidents et représentants de gouvernements africains ont suspendu leur participation après les attaques xénophobes survenues à Johannesburg et Pretoria dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 2019. Aucun chef d'Etat d'Afrique de l'Ouest n'a fait le déplacement.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **9<sup>ème</sup> édition du Forum pour la révolution verte en Afrique (AGRF) à Accra (Ghana)**

Accra accueille du 3 au 6 septembre 2019 la 9<sup>ème</sup> édition du Forum pour la révolution verte en Afrique (AGRF), forum rassemblant 70 pays. Le développement du digital dans la transformation des systèmes alimentaires en Afrique était à l'ordre du jour. A cette occasion, le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA) a présenté son rapport sur ce sujet, publié en juin. Par ailleurs, la Commission de l'Union Africaine (UA), l'agence de développement de l'UA et le groupe marocain OCP (leader mondial sur le marché des phosphates), ont signé un mémorandum d'entente pour renforcer leur partenariat et soutenir le développement de l'agriculture sur le continent.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Des entreprises chinoises annoncent un investissement de plus de 770 Mds FCFA en Afrique dans des projets énergétiques**

A l'occasion de la visite à Pékin de la Chambre africaine de l'énergie (CAE), en fin août dernier, des entreprises chinoises se sont engagées à investir plus de 770 Mds FCFA (1,2 Md EUR) dans des projets d'énergétiques en Afrique. Les secteurs concernés par ces investissements sont : (i) le secteur de l'électricité, (ii) le secteur des énergies renouvelables (iii) le secteur de l'exploitation du pétrole et du gaz et (iv) les infrastructures de stockage et de raffinage. Pour rappel, la CAE est une organisation des acteurs gouvernementaux et des entreprises engagées dans le développement du secteur énergétique en Afrique.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rapport de la BAfD sur la création d'emplois décents en Afrique**

La Banque africaine de développement (BAfD) a présenté son rapport sur la création d'emplois décents en Afrique, ce 12 septembre 2019. Intitulé « Création d'emplois décents : stratégies, politiques et instruments », ce rapport recommande notamment aux pays du continent de : (i) prioriser les activités manufacturières, (ii) favoriser le développement des zones économiques spéciales et (iii) soutenir les programmes d'apprentissage et d'incubation. Pour rappel, la force de travail du continent africain passera à près de 2 Mds de personnes en 2063, contre 620 millions en 2013. Les pays africains doivent donc rapidement trouver des moyens efficaces de créer des emplois pour offrir des opportunités économiques à leurs populations.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Aucun Etat membre de l'UEMOA n'a respecté les 3 critères de premier rang en 2018**

Selon l'UEMOA, aucun des 8 Etats de l'Union n'a respecté l'ensemble des critères 3 critères de convergence de premier rang en 2018, à savoir : i) le maintien du déficit budgétaire global en dessous du seuil maximum de 3% du PIB, ii) la maîtrise du taux d'inflation annuel moyen à 3% au maximum et iii) le maintien de la dette publique en dessous du seuil maximum de 70%. Le Togo (0,8%) est le seul Etat membre à avoir respecté le premier critère, tandis que certains pays comme la Guinée-Bissau (5,1%) et le Burkina Faso (4,9%), sont loin de l'objectif communautaire. Cependant, tous les Etats membres de l'Union ont respecté le 2<sup>ème</sup> critère et seul le Togo (73,9% du PIB) n'a pu respecter le 3<sup>ème</sup> critère.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Rassemblement des acteurs de la filière cacao lors de la 100<sup>ème</sup> réunion du Conseil international du cacao (ICCO)**

Le Vice-président de la république de Côte d'Ivoire a accueilli les membres du conseil de l'ICCO à l'occasion de sa 100<sup>ème</sup> réunion. Basé à Abidjan, l'ICCO est l'organisation internationale qui rassemble les pays producteurs et consommateurs de cacao. Les questions de prix, de répartition de la valeur, de la meilleure rémunération des producteurs, de la qualité des cacaos fins, de la durabilité de la filière et de la promotion de la consommation du cacao sous toutes ses formes ont été au centre des discussions.

✉ [jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Incertitude concernant la ratification par la Communauté des États d'Afrique de l'Est (CAE) de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE**

Alors que le 21<sup>ème</sup> sommet de la CAE aura lieu en novembre, le futur de l'APE entre l'UE et le bloc est-africain reste en suspens. Face aux inquiétudes des autorités tanzaniennes, l'UE avait accordé en février un délai de six mois supplémentaires à la CAE pour se prononcer sur l'APE tout en se mettant à disposition des autorités pour toutes clarifications. Le silence côté tanzanien augure cependant mal le futur de l'accord. L'échec de sa ratification face aux oppositions de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Burundi avait provoqué une crise interne en 2016 et mis le Kenya dans une position difficile : seul pays à revenu intermédiaire de la CAE, il ne peut plus bénéficier du statut commercial « Tout sauf les armes » qui garantit aux pays à faible revenus un accès privilégié au marché européen. Si le Kenya bénéficie depuis 2016 du règlement d'accès au marché (RAM) de l'UE qui lui garantit un accès sans droits ni quotas, cette facilité représente une entorse au principe de non-discrimination de l'OMC et pourrait facilement être remise en cause.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Ghana : les transferts d'argent par téléphone mobile auraient rapporté plus de 2 Mds GHS en 2018

La Banque centrale du Ghana indique que les 3 principales entreprises ghanéennes présentes dans le secteur des télécoms cumulent à elles seules un chiffre d'affaires dans les services bancaires par mobile de plus de 2 Mds GHS (330 M EUR) pour l'année 2018. Ces dernières chargent une commission supérieure à 1% sur chaque transfert d'argent, qui se sont élevés à 223 Mds GHS (37 Mds EUR) en 2018, leurs revenus seraient donc supérieurs à 2 Mds GHS. Les transferts d'argent par mobile ont augmenté depuis 2015 où ils s'élevaient à 35,4 Mds GHS (6 Mds EUR). Cette augmentation a été en partie facilitée par la mise en place d'un système d'interopérabilité des paiements par la Banque centrale en avril 2018.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : l'inflation en forte baisse à 7,8% suite à l'adoption d'une nouvelle méthode de calcul

L'inflation sur 12 mois glissants s'est élevée à 7,8% en août 2019, en baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à son niveau de juillet où elle atteignait 9,4%. L'inflation annuelle était de 12,4% en 2017 et de 9,8% en 2018. La baisse significative du mois d'août s'explique en partie par la nouvelle méthode de calcul adoptée par le Ghana Statistical Service qui prend dorénavant l'année 2018 comme année de référence et dont le panier des biens utilisé dans le calcul de l'indice des prix à la consommation se compose maintenant de 307 biens contre 267 utilisés auparavant. Pour rappel, le taux directeur de la Banque du Ghana est actuellement de 16% avec une cible d'inflation entre 6 et 10%.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : ralentissement de la croissance au T2 2019 malgré le rebond du secteur pétrolier

La croissance du PIB a atteint 1,94% au T2 2019 selon le Bureau nigérian des statistiques (NBS), contre 2,10% au T1. Le secteur non-pétrolier (90% du PIB) a ralenti de 83 points de pourcentage à 1,64% alors que le secteur des hydrocarbures a connu un rebond à 5,15% après 4 trimestres de récession. L'agriculture a cru de 1,79%, l'industrie de 2,10% (dont fait partie le secteur pétrolier) et les services de 1,94%. Les secteurs en plus forte croissance sont l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des déchets (+14,35%), les transports routier (8,21%) et aérien (12,31%), ainsi que les télécommunications (11,34%). Pour rappel, la croissance du PIB en 2018 avait été de 1,91% selon le NBS.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Nigéria : hausse de 20% du commerce bilatéral avec la France au S1 2019**

Les échanges commerciaux entre la France et le Nigéria ont atteint 2,41 Mds EUR au S1 2019, une hausse de 20% par rapport au S1 2018 (douanes françaises). Nos importations (2,09 Mds EUR, +21%) restent dominées par les hydrocarbures (98,4%), suivies des produits des industries agroalimentaires (50% des importations hors pétrole). Nos exportations (321 M EUR, +15%), se partagent entre les produits pétroliers raffinés (26,3%), les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (23,5%) et les autres produits industriels comme les produits chimiques, parfums et cosmétiques (9,7%) et les produits pharmaceutiques (6,6%).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Nigéria : baisse des IDE entrants au T2 2019 (222,9 M USD)**

Le Nigéria a attiré 14,31 Mds USD de capitaux au S1 2019, à comparer aux 16,81 Mds USD reçus sur l'ensemble de l'année 2018. Les investissements de portefeuille ont représenté 80% de ces flux. Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont atteint 222,9 M USD, soit -8% sur le trimestre et -15% sur l'année. Le Royaume-Uni a été le principal pays d'origine de ces flux de capitaux (3,13 Mds USD), suivi des Etats-Unis (1,15 Md USD), tandis que l'Etat de Lagos (4,14 Mds USD) et l'Etat d'Abuja (1,67 Md USD) en ont été les principales destinations, pour plus de moitié vers les secteurs bancaire et financier (3,54 Mds USD).

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Nigéria : le Budget 2018 a été exécuté à hauteur de 82%**

Selon le Bureau du budget fédéral, 7 511,19 Mds NGN ont effectivement été déboursés sur les 9 120,34 Mds NGN (30 Mds USD) de dépenses prévues dans le Budget 2018, soit 82%. Les dépenses courantes (5 720,31 Mds NGN prévus) ont été exécutées à 94%, contre seulement 58% pour les dépenses d'investissement (2 869,6 Mds NGN prévus). Les revenus collectés par l'Etat ont atteint 3 480,9 Mds NGN, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2017 (+46%) mais reste inférieur de moitié à l'objectif fixé. Au final, le déficit budgétaire s'est établi à 3 644,7 Mds NGN (2,85% du PIB), contre 1 954,47 Mds NGN comme initialement prévu.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Nigéria : le gouvernement fait le choix d'hypothèses plus conservatrices pour le Budget 2020**

La Ministre des Finances a présenté un premier document de travail en préparation du Budget 2020, dans lequel les hypothèses ont été revues à la baisse par rapport au Budget 2019. La production pétrolière moyenne sur l'année est estimée à 2,18 millions de barils par jour (contre 2,3 mbpj lors de l'exercice précédent), le prix du baril de pétrole à 55 USD (contre 60 USD pour le Budget 2019) et une croissance du PIB de 2,93% (contre 3% dans le budget actuel). Le document de travail prévoit également un budget similaire au précédent avec des dépenses en légère baisse à 8 907,94 Mds NGN (29,2 Mds USD) et des recettes en hausse à 7 081,42 Mds NGN (23,2 Mds USD), soit une variation de -0,1% et +1% respectivement.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Nigéria : le commerce extérieur augmente de 15% au T1 2019**

Les échanges commerciaux du Nigéria avec le reste du monde ont atteint 16 843 Mds NGN (46,8 Mds USD) au T1 2019, soit une hausse annuelle de 15% d'après le Bureau nigérian des statistiques. Les importations ont augmenté de 44% (7 711 Mds NGN, soit 21,4 Mds USD) alors que les exportations se sont stabilisées (9 132 Mds NGN, soit 25,4 Mds USD), reflétant la stagnation des ventes de pétrole brut sur la période. Les exportations hors-pétrole brut (20% du total) ont néanmoins augmenté de 5%. Enfin, selon ces données, la France aurait exporté 134 Mds NGN (372 M USD, 2% du total) vers le Nigéria et importé 582 Mds NGN (1,6 Md USD, 6% du total) au T1 2019, soit respectivement des variations de - 24% et + 13% par rapport au T1 2018.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Guinée : l'Assemblée nationale adopte le volet dépenses (+4,1%) de la LFR 2019**

L'Assemblée nationale a adopté le volet dépenses du budget prévu par la LFR 2019, le 4 septembre dernier. Les dépenses se chiffrent ainsi à 23 222 Md GNF (2,28 Md EUR), soit +4,1% d'augmentation par rapport à la LFI. Le volet recettes ayant déjà été adopté par l'Assemblée, la LFR 2019 a été adoptée avec 40 voix pour, 20 voix contre et 3 abstentions.

✉ [loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr)

**▼ Libéria : la Chambre des Représentants a voté pour éviter un Shutdown**

La Chambre des Représentants a voté une résolution permettant à l'Etat libérien de dépasser la limite budgétaire fixée à 1/12<sup>ème</sup> du Budget de l'année fiscale précédente, pour couvrir ses besoins sur le mois d'août, en attendant le vote du Budget 2019/2020, qui devrait intervenir d'ici la mi-septembre. Pour rappel, le gouvernement a soumis sa proposition de Budget au Parlement début juillet. Les dépenses totales prévues représentent 532,9 M USD, soit une baisse de 6,5% par rapport au budget approuvé pour la période 2018/2019. Le déficit public devrait se creuser davantage, à -6,1% du PIB après -5,5% en 2018.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Mauritanie : nouveau projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019**

Le gouvernement mauritanien a approuvé un projet de loi de finances rectificative pour l'année 2019. Ce réaménagement du budget ne comporte pas de dispositions fiscales ni de changement du volume du budget général. Toutefois, un don de 13,7 Mds MRO (334 M EUR) a été intégré sur la base du transfert de la première tranche de l'appui budgétaire accordé par la Banque mondiale.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : rationalisation des dépenses de l'Etat

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, le gouvernement du Sénégal a décidé de rationaliser les dépenses de communication téléphonique de l'Etat. Désormais, les agents du gouvernement, hormis les personnels du ministère des Forces armées et ceux du ministère de l'Intérieur, vont bénéficier d'une allocation forfaitaire pour charge de téléphonie mobile (entre 38 et 460 EUR selon le statut). Ces mesures permettraient au Sénégal d'économiser près de 30 Mds FCFA (46 M EUR).

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : le taux d'autofinancement en baisse dans les établissements publics

Le Conseil des ministres du 11 septembre 2019 a adopté un rapport relatif à l'évaluation des performances des établissements publics de l'Etat. Les résultats de l'évaluation sur la période 2016-2018 montrent que sur 105 établissements publics, 45 établissements publics de l'Etat (EPE) ont un taux d'autofinancement en dessous de la norme de 20%. Le montant des impayés était de 27,4 M EUR en 2018 contre 6 M EUR en 2017, soit une augmentation de 374%. Au niveau des difficultés de fonctionnement, on note, entre autres, la non-opérationnalisation des conseils d'administration dans les EPE nouvellement créés, l'absence de personnes responsables des marchés publics dans certains établissements, etc.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : Moscou a des vues sur Niamey

Le ministre des Affaires Etrangères de Russie, Sergueï Lavrov, est favorable à l'ouverture d'une ambassade russe au Niger d'ici deux ans. Jusqu'à présent, les relations entre Moscou et Niamey sont suivies par l'ambassadeur russe à Bamako (Mali), Igor Gromyko, arrivé en juin. En mars, le Niger a annoncé vouloir rouvrir sa représentation diplomatique à Moscou, qui avait été fermée à la chute de l'URSS en 1991.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Sénégal : une baisse des exportations de 14% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

Selon la direction de la prévision et des études économiques, les exportations de biens du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 sont estimées à 477,5 Mds FCFA (728 M EUR), soit un repli de 14% en g.a imputable notamment à la mévente de l'acide phosphorique, des produits pétroliers et de l'or non monétaire, dont les quantités vendues se sont respectivement repliées de 47,9%, 48,2% et 18,5%. Concernant les produits alimentaires, le recul des exportations est principalement attribuable aux légumes frais (-14 M EUR) et aux produits arachidières (-13 M EUR). Il a toutefois été amoindri par les renforcements respectifs des ventes de produits halieutiques (+22 M EUR), de zircon (+2 M EUR) et de titane (+915 K EUR).

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : 5<sup>ème</sup> revue du programme conclu avec le FMI

Les services du FMI viennent d'achever la 5<sup>ème</sup> revue du programme appuyé par une Facilité élargie de crédit. Sans préjuger des conclusions qui seront présentées ultérieurement au conseil d'administration du Fonds, il apparaît que le Togo maintiendra en 2019 une croissance stable de l'ordre de 5,3% malgré des retards pris en début d'année dans l'exécution du programme d'investissement ; un taux d'inflation faible, de l'ordre de 0,8%, mais qui témoigne d'une reprise de l'activité après le ralentissement de 2017/2018 suite aux mouvements sociaux ; un déficit budgétaire de l'ordre de 2,9% du PIB en deçà de la norme UEMOA de 3% et cela pour le 3<sup>ème</sup> consécutif ; et une endettement public en baisse qui pourrait se situer à 70% en fin d'année.

✉ [pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : Peu d'avancées dans le domaine économique

Quinze jours après l'intronisation du nouveau gouvernement, peu d'annonces ont été faites dans le domaine économique. Cependant, le pays connaît depuis plusieurs semaines, des pénuries de carburant et de farine. Les questions économiques, dont la dette extérieure, seraient à l'ordre du jour de plusieurs rencontres bilatérales prévues en marge de la participation du Premier ministre à l'Assemblée générale de l'ONU le 27 septembre.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : Le budget 2019 face à des défis importants

Un rapport du Ministère des Finances soudanais sur la performance budgétaire pour le deuxième trimestre 2019 fait état d'un déficit de 16 Mds SDG (232 M USD). Alors que les recettes se sont élevées à 61,8 Mds SDG (896 MUSD), les dépenses ont atteint 77,8 Mds SDG (1,1 Mds USD). Par ailleurs, l'objectif d'un taux de croissance de 5,3 % visé pour 2019 semble difficile à atteindre : le taux enregistré au premier semestre étant de - 2,1 %. Selon le Fonds Monétaire arabe (AMF), le taux de croissance a chuté de - 2,1 % en 2018. Quant à l'inflation, elle a progressé à 52,3 % en glissement annuel en juillet, contre 47,8 % en juin et 45,0 % en mai.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : L'endettement public restreint aux secteurs économiques jugés stratégiques

Les emprunts d'Etat seraient désormais réservés à trois secteurs, à savoir les infrastructures (chemins de fer, électricité et irrigation), l'éducation et la santé. L'Ouganda produit actuellement 1182 MW d'électricité auxquels viendront s'ajouter 600 MW supplémentaires en décembre après la mise en service du barrage de Karuma, alors même que l'utilisation des capacités existantes ne dépasse pas les 55 %. Museveni s'est par ailleurs engagé à la construction et la rénovation de 280 écoles pour un coût total estimé entre 60 et 70 MUSD. De surcroît, les subventions scolaires versées aux élèves seront augmentées de 40 % dans le primaire (pour un montant total de 3,8 USD par trimestre) de 34 % pour le secondaire (soit 14,9 USD) et de 10 % à l'université (soit 23,9 USD). Le poste « infrastructures de transports » représente 1,7 Mds USD soit 20 % du budget pour 2019/20, l'éducation est le troisième poste avec 900 MUSD soit 10,3 % et la santé se voit doter de 700 MUSD soit 8,0 % du budget.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Les Emirats, première destination des exportations ougandaises au cours des sept premiers mois de 2019

Avec un montant de 759 MUSD, les Emirats Arabes Unis (EAU) sont devenus le premier pays à l'export de l'Ouganda (29,9 %), loin devant le Congo (340 MUSD, 13,4 %), le Kenya (286 MUSD, 11,3 %) et le Soudan du Sud (218 MUSD, 8,6 %). Avec 27,9 % des exportations, l'Afrique centrale et australe arrive désormais en seconde position derrière le Moyen-Orient, suivi de l'Europe avec 11,4 % (principalement à destination de l'Italie, des Pays-Bas et de la Belgique). Cette évolution s'explique principalement par l'importance croissante de l'or, premier poste d'exportation du pays en valeur depuis 2018, à 834M USD en 2018 contre 416 MUSD en 2017 (soit 32,9 % des exportations).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Reprise des interventions financières de la Banque mondiale

La Banque mondiale vient de lever la suspension de ses interventions financières en Tanzanie. Elle a approuvé un prêt de 450 MUSD, une première tranche sur un montant plus important bloqué il y a un an. La Banque mondiale avait en effet gelé le versement de 1,7 Md USD suite à l'application d'une loi interdisant la scolarité à toute fille enceinte et au renforcement du contrôle de l'État sur la production de statistiques officielles. La Tanzanie a renoncé à modifier la loi sur les statistiques et s'est engagé à aider les jeunes femmes renvoyées suite à leur grossesse.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Poursuite de l'érosion de la base fiscale

La consolidation des résultats de l'exercice budgétaire pour l'année 2018/19 fait apparaître une sous-performance importante de la collecte fiscale. Alors que la cible était fixée à 19,2 % du PIB, les recettes publiques totales (incluant les dons) n'atteindraient que 17,8 % du PIB. Cette contre-performance s'inscrit dans une trajectoire inquiétante de fragilisation de la mobilisation des ressources domestiques, considérant que les recettes publiques étaient de 25,0 % du PIB en 2007/08. Elle s'explique par un effritement de l'assiette fiscale tout autant qu'une inefficacité croissante de la collecte. En effet, la diminution de la contribution du secteur manufacturier au PIB, de près de 11,0 % en 2013 à 7,7 % en 2018 réduit considérablement les recettes fiscales de l'Etat compte tenu de la surreprésentation de ce secteur dans les recettes de l'Etat. Ainsi, les recettes fiscales du secteur ont représenté 18,2 % des recettes totales en 2018/19 alors que le secteur agricole, largement informel, n'y a contribué qu'à 2,6 % pour une part du PIB de 34,2 %.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Rejet par la présidence de la proposition de loi sur l'instauration d'un salaire minimum sectoriel

Dans une lettre adressée au président du parlement, le président a refusé de promulguer dans son intégralité la proposition de loi instaurant un salaire minimum national, proposition pourtant votée par le parlement en février dernier. Museveni assure qu' « *il n'y a aucune lacune législative à combler ... la loi en vigueur est appropriée et applicable* », faisant référence au *Minimum Wages Advisory Boards and Wages Council Act*, dont la mise en place d'un salaire minimum reste purement théorique. Une étude requise par le cabinet présidentiel évalue actuellement les conséquences d'un salaire minimum sur l'économie et l'investissement ; une décision *ad hoc* suivra la diffusion de ce rapport. Le gouvernement craint un rebond du chômage, provoqué par une hausse du coût du travail, et une baisse des IDE si cette initiative voit le jour. Il convient de rappeler qu'en 2016, le revenu mensuel brut moyen était évalué à 53 USD par habitant, soit 195.000 UGX. Contrairement au Kenya et à la Tanzanie, l'Ouganda ne dispose pas encore d'un salaire minimum adapté au coût de la vie et de nombreux députés travaillistes réclament aujourd'hui l'instauration d'un salaire décent.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Ghana : désignation du conseil d'administration de la State Interest and Governance Authority

Les 9 membres du conseil d'administration de la nouvelle autorité des entreprises publiques, la *State Interest and Governance Authority* (SIGA), ont été désignés par le Président Akufo-Addo. Kow Essuma (conseiller juridique du Président) et David Collison (Directeur en charge des Investissements publics au ministère des Finances) y siégeront, représentant leurs institutions respectives. Créée en mai 2019 en remplacement de la *State Enterprise Commission*, la SIGA supervisera les participations de l'Etat ghanéen dans les entreprises privées ainsi que la gestion des finances des entreprises publiques. L'AFD pourrait accompagner les premières activités de cette nouvelle autorité.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : 4 cabinets d'audits ghanéens sanctionnés pour non-conformité aux règles d'audit

En omettant de signaler des irrégularités, les cabinets *Ernst & Young*, *Deloitte*, *PFK* et *Morrison & Associates* se sont exposés à des sanctions par l'*Institute of Chartered Accountants of Ghana* (ICAG). Suite à un accord avec l'ICAG ils paieront une amende globale de 2,2 M GHS (360 000 EUR) plutôt que de se voir retirer leur licence. Le cabinet *Deloitte*, dont l'amende s'élève à 1,15 M GHS (180 000 EUR) a publiquement déclaré être en désaccord avec cette sanction. Ces cabinets étaient impliqués dans l'audit des 7 banques qui ont fait faillite entre 2017 et 2018, dont 5 d'entre elles ont été réunies pour former la *Consolidated Bank of Ghana* en 2018.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : les conséquences économiques de la fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigéria commencent à se faire sentir

Le 22 août dernier, le Président Buhari a décidé la fermeture de la frontière de Sèmè entre les deux pays pour une durée de 28 jours afin de lutter contre les importations illégales de riz. Illustration de ces flux, le Bénin (12 M d'habitants) est le 1<sup>er</sup> importateur mondial de riz thaïlandais, devant la Chine. Cette fermeture de la frontière aurait permis d'enrayer les importations illégales d'après les douanes nigérianes, mais elle bloque également les envois des exportateurs nigériens et a entraîné une hausse du prix du riz ces dernières semaines. Initialement prévue pour le 16 septembre prochain, la réouverture de la frontière pourrait finalement être repoussée.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : violences contre les intérêts sud-africains suite aux attaques xénophobes en Afrique du Sud**

En réponse aux violences xénophobes en Afrique du Sud, des bureaux de MTN et certains magasins de Shoprite ont fait l'objet d'attaques, contraignant les deux entreprises à des fermetures temporaires de leurs réseaux de distribution. Le directeur général de la chambre de commerce de Lagos, Muda Yusuf, a appelé au calme et à la raison, mettant en avant la contribution des 120 entreprises sud-africaines implantées au Nigéria en matière de croissance et d'emploi. Du côté officiel, les autorités nigérianes ont annulé leur participation au forum économique mondial du Cap, suivies par les Chefs d'Etat du Rwanda, de RDC et du Malawi représentés à un niveau ministériel.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : l'amendement de la loi régissant l'AMCON renforce ses moyens**

Ahmed Kuru, directeur général de l'Asset Management Corporation of Nigeria (AMCON), s'est récemment félicité du renforcement des moyens à sa disposition suite à la signature par le Président Buhari de l'amendement de la loi régissant la structure publique de défaisance. Pour rappel, l'AMCON a été créée en 2010 lors de l'opération d'assainissement du secteur bancaire nigérian par la Banque centrale, elle est chargée de reprendre les créances douteuses des établissements les plus exposés. L'amendement lui accorde désormais un accès total aux informations bancaires des débiteurs, la mise sous surveillance de leurs avoirs financiers et la possibilité de résolutions extrajudiciaires moins longues et coûteuses.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : fermeture de la frontière terrestre avec le Nigéria**

La fermeture par les autorités nigérianes de sa frontière terrestre avec le Bénin pour quatre semaines depuis le 19 août pénalise la circulation des biens. Pour ce qui concerne le Bénin, cette décision bloque les marchandises arrivant au port de Cotonou en transit régulier vers Lagos ainsi que la réexportation par les canaux parallèles des produits et des véhicules d'occasion. Sont également touchées les ventes au Nigéria de produits vivriers locaux venant du Bénin et plus marginalement du Togo. On notera que la frontière reste toutefois poreuse puisque l'essence au « kpayo » reste disponible et que son prix n'a augmenté que dans des proportions limitées (550 FCFA/l aujourd'hui à Cotonou contre 350 FCFA avant la crise).

✉ [pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : l'Agence burkinabè des investissements (ABI) signe un protocole d'accord avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)**

La 7<sup>ème</sup> Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VII) s'est tenue du 28 au 30 août 2019 à Yokohama (Japon) sous le thème: « Promouvoir le développement de l'Afrique par le biais de la population, de la technologie et de l'innovation ». La délégation des hommes d'affaires burkinabè a été conduite par M. Mahamadi Savadogo, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF). L'Agence burkinabè des investissements (ABI) a signé un protocole d'accord avec l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO), qui vise notamment à favoriser le transfert de technologie entre les deux pays.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : suspension des titres pour les importations d'huile et de sucre**

Le ministre du Commerce porte à la connaissance des opérateurs économiques que la délivrance des Autorisations spéciales d'importation (ASI) d'huile et de sucre est suspendue jusqu'à nouvel ordre, ce, pour compter du 9 septembre 2019. Cette suspension intervient suite aux différentes concertations entre le département en charge du Commerce et les distributeurs dans le but de trouver des solutions aux graves dysfonctionnements du marché des produits concernés. En conséquence, il est rappelé à l'attention des opérateurs économiques que conformément au régime général des importations et exportations en vigueur, toute importation sans titre constitue une infraction et sera punie comme telle.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : suspension du chantier Palmeraie suite à un conflit entre collectivités locales**

Le groupe marocain Palmeraie, via sa filiale Palm Hospitality Africa (PHA), a dû suspendre le chantier de son projet majeur au Plateau : un complexe de 17 555 m<sup>2</sup>, avec une capacité d'hébergement de 152 chambres estimé à 25 MEUR (16,4 Mds FCFA). Cette suspension est liée au conflit entre la mairie du Plateau et le district d'Abidjan sur la propriété du site. Le litige doit être tranché par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : lancement du Guichet unique du commerce extérieur de Guinée (GUCEG)

Le Président Alpha Condé a inauguré, le 3 septembre dernier, le GUCEG. La plateforme permet désormais aux opérateurs économiques évoluant dans le domaine du commerce et du transport de communiquer des informations et des documents normalisés à travers un seul point d'entrée. Fruit d'une coopération entre le ministère du budget et la société émiratie Webb Fontaine Group, le GUCEG traite les procédures et opérations commerciales relatives au pré-dédouanement et autres formalités de douane, jusqu'au post-dédouanement, et comprend un module de paiement électronique. Il devrait simplifier et dématérialiser les procédures d'importation et d'exportation et améliorer la compétitivité des ports et aéroports de la Guinée.

✉ [loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : rapport de la Banque mondiale sur la politique de concurrence

Dans un rapport publié le 26 août dernier, la BM a passé en revue l'état des politiques de concurrence et leur efficacité au Sénégal. Les auteurs de cette étude s'appuient sur la Trousse à outils d'évaluation des politiques de concurrence et des marchés (MCPAT) du groupe, pour une évaluation qui viserait à répondre aux besoins de réforme microéconomique du pays et à identifier des solutions pro-concurrence viables pour améliorer les résultats des initiatives gouvernementales en cours. Selon le document, le caractère restrictif des réglementations et des politiques gouvernementales, notamment dans les secteurs de l'arachide et des télécommunications, coûtent plusieurs points de croissance à l'économie sénégalaise.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Vers un renforcement de la présence régionale des banques kenyanes

La stratégie régionale des banques kenyanes du Tiers 1 semble se confirmer. En témoignent, l'annonce par *Equity Bank* de l'acquisition prochaine de la Banque Commerciale du Congo (BCDC), seconde banque de RDC avec un portefeuille d'actifs estimé à 700 MUSD, et la conclusion imminente de son entrée au capital d'*Atlas Mara Ltd*, une *holding* qui effectue des acquisitions bancaires en Afrique. *Equity Bank*, avec un portefeuille d'actifs à 6,4 Mds USD et opérant actuellement au Kenya, en RDC, en Ouganda, au Soudan du Sud et en Ethiopie, cherche à renforcer sa présence en Afrique de l'Est et Centrale - notamment via des implantations au Rwanda, en Tanzanie, en Zambie et au Mozambique - et vise une croissance de 36 % de son portefeuille d'ici à la fin de l'année afin d'atteindre la barre des 10 Mds USD. Sa principale concurrente, *Kenya Commercial Bank* (KCB) opère d'ores et déjà en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi et au Soudan du Sud et devrait voir son portefeuille d'actifs passer à 8,7 Mds USD suite à la validation par les autorités kenyanes de son acquisition de *National Bank of Kenya* (NBK).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Sanctions contre cinq banques commerciales**

La Banque centrale tanzanienne (BoT) a annoncé avoir infligé des sanctions pécuniaires de plus de 800 000 USD à cinq banques pour infractions aux articles 17, 22 et 28 du Règlement de 2012 sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Les établissements concernés (*M Bank, Equity Bank, UBL Bank, Habib African* et *African Banking Corporation*) sont accusés d'avoir omis de faire les vérifications nécessaires auprès de la clientèle et de déposer des rapports sur les transactions suspectes auprès de la Cellule de renseignement financier (FIU).

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : Reprise de la procédure d'arbitrage de Bay View contre l'Etat du Rwanda**

Le centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi) a été désigné comme le tribunal compétent pour traiter l'arbitrage lancé par *Bay View Group* contre l'Etat rwandais, qui devrait ainsi reprendre en septembre. Il est réclamé à l'Etat rwandais 95 millions USD depuis juin 2018, accusé par l'entreprise américaine de lui avoir injustement retiré des permis de cassitérites en 2015. En 2010, *Bay View* avait acquis cinq permis d'exploration de cassitérite sur les sites de Rutsiro, Sebeya, Giciye, Mara et Nemba. Les documents afférents aux différents projets auraient été dérobés et le gouvernement rwandais a repris en 2016 le contrôle des concessions et des équipements présents sur les sites.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Ghana : Toyota ouvrira en 2020 une usine d'assemblage au Ghana

Lors de sa visite au Japon le Président Akufo-Addo a signé un protocole d'entente avec Toyota qui prévoit l'ouverture d'une usine d'assemblage de véhicules au Ghana. Les pick-up Hilux ainsi que des véhicules Suzuki deux places seront assemblés dans l'usine, leur production devrait débuter en août 2020. La signature de ce protocole s'inscrit dans la vision d'industrialisation du Président Akufo-Addo qui souhaite faire du pays un hub pour l'assemblage automobile dans la sous-région. Pour rappel, les importations de véhicules (neufs mais surtout d'occasion) au Ghana ont représenté 1,7 Md USD en 2017 selon le ministère de l'Industrie.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : l'entreprise NLNG a désigné le consortium SCD comme soumissionnaire préférentiel pour la construction du 7ème train de liquéfaction de gaz naturel

L'entreprise Nigeria LNG (NLNG), dont les activités sont dédiées à l'exploitation du gaz naturel liquéfié au Nigéria, a fait parvenir une lettre d'intention au consortium composé de Saipem (italien), Chiyoda (japonais) et Daewoo (sud-coréen), le désignant soumissionnaire préférentiel dans le cadre de l'appel d'offre pour la construction du 7ème train de liquéfaction de gaz naturel (GNL) de l'entreprise. La décision finale d'investissement devrait être prise d'ici la fin de l'année. Ce projet d'un coût estimé à 10 Mds USD, devrait permettre à la NLNG d'augmenter ses volumes de production de 22 à 30 millions de tonnes par an.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : coopération franco-ivoirienne pour le développement d'une filière économique du sport

Le ministre de la Promotion des PME a mené une délégation ivoirienne en France pour s'inspirer du modèle économique de la filière sport. La question de l'opportunité de la création en Côte d'Ivoire d'une filière sport portée par les PME était au cœur des discussions. Le ministre ivoirien s'est entretenu avec divers acteurs privés et publics : Union sport et cycle (faitière des entreprises de la filière du sport, des loisirs, du cycle et de la mobilité active), Le Tremplin (Incubateur des startups du sport en France), WinWin Afrique, le MEDEF international, Business France et la direction générale des entreprises du ministère de l'Économie et des Finances.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : soutien aux PME à hauteur de 350 Mds FCFA par la Société Générale**

A l'occasion de l'inauguration de la maison de la PME, la Société générale a annoncé le 11 septembre l'engagement de 350 Mds FCFA (533,6 M EUR) sur les 4 prochaines années à venir. Ce montant sera destiné au financement des activités des PME et au conseil aux dirigeants de PME pour le développement de leurs structures. La Maison de la PME est un lieu destiné à l'accompagnement financier des PME.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : prêt (38 M EUR) de la BOAD pour le financement partiel de 1085 logements sociaux**

Le Président de la BOAD et le Chef du gouvernement malien ont signé, le 3 septembre 2019 à Bamako, un accord de prêt d'un montant de 38 M EUR en faveur de la viabilisation d'un site situé à Samanko (42 ha, 15 km de Bamako) et de la construction de 1085 logements (785 sociaux, 300 économiques) qui seront cédés en location-vente aux bénéficiaires. Ce programme devrait toucher 8 800 personnes et promouvoir de nouveaux modes d'acquisition immobilière en faveur des populations à revenus intermédiaires. Il s'agit de la 3<sup>ème</sup> opération financée par la BOAD dans le secteur de l'habitat social dans l'UEMOA. Elle porte à 950 M EUR, le montant global des engagements de la BOAD au Mali, tous secteurs confondus.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : prorogation d'un an de de l'accord de partenariat de pêche durable (APPD) avec l'UE**

L'accord porte sur un volume de capture estimé à 287 050 T par an par la flotte de l'UE. En contrepartie, l'UE va verser une contribution financière de 61,63 M EUR par an à la Mauritanie. Ce montant est réparti comme suit : 57,5 M EUR pour l'accès aux eaux et environ 4,13 MEUR pour soutenir les communautés de pêcheurs locales en Mauritanie et améliorer la gouvernance des pêches. L'UE avait conclu en 2015, un accord de pêche d'une durée de 4 ans avec les autorités mauritanienne. Le protocole prévoyait un volume de capture estimé à 280 000 T an, contre le versement d'une contrepartie de 60 MEUR dont plus de 4 M destinés à soutenir les communautés de pêcheurs mauritaniens.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : le Niger prépare une sortie sur le marché international de la dette en 2020

Selon l'agence Ecofin, le Niger se positionne pour emprunter jusqu'à 500 M USD auprès des banques internationales en 2020. Les autorités du pays sont en discussion avec la Banque mondiale pour obtenir une garantie partielle. On ne sait pas encore qu'il s'agira d'un emprunt syndiqué ou d'une émission d'eurobonds. L'initiative servira à restructurer la dette du pays, dans des conditions de maturités plus longues, et de taux d'intérêt plus adaptés aux contraintes de liquidités du gouvernement. Ce dernier doit en effet procéder au refinancement d'un ensemble d'obligations sur la période 2019 et 2020, qui devrait lui coûter jusqu'à 320 M USD sur la période concernée, selon les experts.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : obtention d'un prêt de 30 M USD de l'Eximbank de Chine pour financer la seconde phase du projet de fibre optique réalisé par Huawei

L'Etat sierra léonais a obtenu un prêt de 30 M USD de l'Eximbank de Chine pour financer l'installation de la fibre optique dans des régions jusque-là privées de connexion. Au total, 2,6 millions de personnes devraient bénéficier de cette installation. Ce projet de câble fait partie de l'ensemble Africa Coast to Europe – géré par un consortium de 19 opérateurs et administrations avec à sa tête le groupe français Orange – qui, long de 17 000 km, relie la France à l'Afrique du Sud.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : l'entreprise japonaise Itochu Corporation investira 40 M USD en Sierra Leone

Cet investissement, qui devrait permettre de créer quelques 3 000 emplois, sera destiné à la mise en place d'une plantation d'ananas et d'une usine de transformation, dans le district de Bo. La production sera destinée à l'export, en particulier vers l'Europe, le Canada et les Etats-Unis. L'IFC, au travers d'un Mémoire d'entente signé avec la filiale sierra léonaise d'Itochu (Sierra Tropical Ltd.) s'est engagée à accompagner cet investissement.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : financement à hauteur de 50 M USD de la BM en faveur d'un projet de mobilité urbaine

Le ministre des Finances du Sierra Leone et le nouveau directeur pays de la BM pour le Ghana, le Libéria et le Sierra Leone, Pierre Laporte, ont procédé à la signature d'un accord de financement à hauteur de 50 M USD le 22 juillet dernier. Ce financement se répartit comme suit : (i) 13 M USD sur ressources IDA destinés à la modernisation et à la professionnalisation des services de transport public, (ii) 31 M USD, dont 29 M USD de financement de IDB et 2 M USD de financement du gouvernement, destinés aux investissements stratégiques dans la mobilité résiliente, (iii) et 6 M USD de financement de IDB destinés au renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le pays.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Lancement de la phase 4 du Last Mile Connectivity Program

Le distributeur semi-public KPLC a annoncé la mise en œuvre de la quatrième et dernière phase du *Last Mile Connectivity Program* pour une durée de trois ans. Au terme de cette phase, près de 280 500 ménages devraient bénéficier d'une connexion au réseau national. L'AFD finance le projet à hauteur de 132 MUSD, dont une subvention de 33 MUSD, tandis que la BEI a apporté 66 MUSD. L'objectif du *Last Mile* est l'atteinte d'un taux d'électrification de 100% à l'horizon 2020. Le gouvernement indiquait un taux d'accès de 75 % en décembre 2018. Les partenaires du gouvernement, notamment la Banque mondiale, sont sceptiques quant à la capacité du Kenya d'atteindre son objectif d'accès universel en 2020, mais reconnaissent les efforts importants réalisés ces dernières années. Selon cette dernière, le Kenya devrait atteindre cet objectif à horizon 2030.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : L'OFID finance la construction du plus long pont de Madagascar

Le gouvernement malgache et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) ont signé le 18 septembre à Vienne un accord de financement de 10 MUSD pour la construction d'un pont de 880 m sur le fleuve Mangoky reliant les régions Atsimo Andrefana et Menabe (Sud-Ouest) au bénéfice de 1,5 millions d'habitants. Cette signature fait suite à un premier accord avec le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) le 8 décembre 2018 pour 10 MUSD. Les négociations sont en cours avec la Banque Arabe pour le Développement de l'Afrique (BADEA) et le Fonds Saoudien pour le développement (FSD) pour compléter le financement du projet dont le coût total atteint 60 MUSD.

✉ [dominique.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : Achèvement du raccordement ferroviaire au port multimodal de Doraleh (DMP)

La construction du tronçon reliant le DMP au chemin de fer éthio-djiboutien (moins d'un km) a été achevée. Sur un total de cinq voies, deux sont d'ores et déjà opérationnelles et permettront le transport de marchandises début octobre 2019. Par ailleurs, les portiques du terminal à conteneurs de Doraleh (DCT), actuellement en phase de test, devraient également être effectifs à cette même date.

✉ [Alice.feray@dgtresor.gouv.fr](mailto:Alice.feray@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Dévoilement de la stratégie « Homegrown Economic Reform »**

Le 9 septembre 2019, le Premier ministre a présenté sa nouvelle stratégie triennale de réformes économiques intitulée « *Homegrown Economic Reform* » au corps diplomatique et à la communauté des bailleurs. Cette stratégie se constitue d'un programme de réformes macroéconomiques visant à renforcer les finances publiques, lutter contre la pénurie de devises, maîtriser l'inflation, assurer la stabilité financière et élargir l'accès aux financements du secteur privé. Le plan comporte également un volet sectoriel qui a pour objectif de trouver de nouvelles sources de croissance et de devises en s'appuyant sur la modernisation des secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, des mines, du tourisme et des télécommunications.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Ghana : le COCOBOD a signé un prêt de 1,3 Md USD pour l'achat de la prochaine récolte de cacao

Le Ghana Cocoa Board (COCOBOD) a levé 1,3 Md USD de fonds sous la forme d'un prêt syndiqué avec 24 banques, dont la Société Générale, pour l'achat des productions de cacao de la saison 2019/2020. La signature du contrat de prêt a eu lieu à Paris le 13 septembre après l'approbation du Parlement ghanéen pour une levée de fond par COCOBOD d'un montant maximum de 1,5 Md USD. Ce financement permettra à l'agence d'acheter les récoltes de cacao de la prochaine saison avant leur revente sur les marchés ghanéens et mondiaux. L'objectif de production de cacao fixé par le gouvernement est de 850 000 tonnes pour la saison 2019/2020, soit 7% de plus que le niveau atteint lors de la précédente.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Madagascar : Lancement de l'étude sur la digitalisation de la filière riz

Dans le cadre de la Foire Internationale de l'Agriculture (FIA), les groupes français ATOS et *Bearing Point* ont lancé le 13 septembre une étude de faisabilité sur la digitalisation de la filière riz à Madagascar. Le projet vise à créer une plateforme digitale permettant de capter l'ensemble des données du secteur et de créer une vision en temps réel de la production, partagée entre tous les acteurs de l'écosystème. ATOS bénéficie à cet effet d'un financement de 632 kEUR du Fonds d'étude et d'Aide au Secteur Privé (FASEP) octroyé par la DG Trésor. Ce lancement fait suite à la signature d'une lettre d'intention entre le gouvernement malgache et ATOS en mai dernier durant visite officielle à Paris du Président Rajoelina.

✉ [dominique.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.simon@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Ethiopie : Mission d'étude du Club DEMETER

La mission d'études annuelle du Club Demeter s'est déroulée du 13 au 19 septembre 2019 à Djibouti et en Ethiopie. Cette mission a réuni plus d'une quarantaine de représentants professionnels et de chefs d'entreprises du secteur agricole et agroalimentaire français. Des rencontres institutionnelles avec les représentants du ministère de l'agriculture, du ministère des finances, et de l'agence de transformation agricole, complétées par un entretien avec la Présidente de la République, ont permis de découvrir les dynamiques agricoles éthiopiennes et les politiques mises en place pour encourager l'investissement privé étranger en Ethiopie. Ce programme de rencontres a été complété de visites de terrain et d'entretiens avec des entreprises françaises implantées ou en cours d'implantation en Ethiopie. Plusieurs projets d'investissements, dans le domaine de la malterie notamment, devraient ainsi voir le jour à horizon 2020.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Augmentation prévue de la production de noix de cajou

Le gouvernement prévoit une production de noix de cajou de près de 300 000 tonnes, soit 33 % de plus que la saison précédente (225 000 tonnes). Les observateurs restent prudents face à cet optimisme après que le pays a déjà manqué son objectif de 275 000 tonnes en 2018/2019. Le gouvernement a décidé pour la nouvelle saison qui débutera en octobre prochain de ne pas intervenir sur le marché de la noix de cajou, une approche qui tranche avec la démarche privilégiée un an plus tôt.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : Accord commercial avec la Chine

*Gashora Farms*, entreprise rwandaise d'exportation de piment, a signé le 13 septembre un accord de cinq ans avec GK International, entreprise commerciale chinoise. L'entreprise rwandaise devrait ainsi fournir 50 000 tonnes de piment séché, pour un montant de 100 MUSD chaque année pendant cinq ans. En comparaison les exportations de thé avaient rapporté 90 MUSD en 2018 constituant le premier pote d'exportation agricole.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Nigéria : la branche commerciale de la compagnie pétrolière nationale NNPC quitte Londres pour Dubaï

Duke Oil, la branche commerciale de la compagnie pétrolière nationale *Nigerian national petroleum corporation* (NNPC) a annoncé fermer ses bureaux à Londres pour s'installer à Dubaï. L'entreprise, enregistrée au Panama depuis 1989, avait ouvert une succursale à Londres en 1992. Cette délocalisation pourrait permettre entre autres de se rapprocher du marché asiatique et en particulier de l'Inde, devenu le 1<sup>er</sup> client du Nigéria depuis l'exploitation par les Etats-Unis du gaz de schiste, avec 11,2 Mds USD d'importations en 2018 (18% du total) dont 97% de pétrole brut, soit près de 1/5 du volume exporté par le Nigéria dans le monde.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : la ligne interconnectée OMVG devrait être terminée en septembre 2020

Le 26 août, en marge d'une visite sur le site en chantier du barrage de Souapiti, le Haut-commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG), Elhadj Lansa Fofana, a annoncé que la construction de la ligne électrique interconnectée devant relier la Guinée, le Sénégal, la Guinée Bissau et la Gambie était en bonne voie d'avancement et devrait s'achever en septembre 2020.

✉ [loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Guinée : la société minière américaine HPX du groupe Ivanhoé va exploiter le gisement de fer du Mont Nimba**

La société minière américaine HPX, du groupe Ivanhoé Mines contrôlé par le milliardaire américano – canadien Robert Friedland, va exploiter le gisement de fer du Mont Nimba. La convention de concession a été signée le 5 septembre 2019. La société américaine a repris les 95% des parts de la SMFG détenus par les actionnaires d'Euronimba (BHP, NEWMONT et ORANO, l'ex AREVA). Le gisement situé près de la ville de N'Zérékoré à la frontière avec le Libéria et la Côte d'Ivoire contient environ 1 milliard de tonnes de fer de haute teneur.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : début des travaux de forage dans le bloc C9 pour le compte de la société Total**

Le navire de forage Pacific Santa Anna, appartenant à l'entreprise luxembourgeoise de forage en mer Pacific Drilling, a commencé ses activités de forage d'un puit d'une profondeur de 2 710 mètres dans les Blocs C9. Le groupe français Total détient 90% du permis d'exploration de ces blocs C9 (10 150 km<sup>2</sup>), situé en offshore profond. Le groupe détient également un permis d'exploration en offshore profond dans le bloc C7 (90 %), d'une superficie de 7 300 km<sup>2</sup>, et le bloc C18 (45 %).

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Révision à la baisse de la puissance du barrage de la Renaissance (GERD) de 6 450 MW à 2 002 MW**

Le gouvernement a annoncé la diminution de la capacité du GERD : l'infrastructure, qui devait produire 6 450 MW sur le Nil bleu à partir de 16 turbines, sera finalement équipée de 11 turbines pour une puissance effective de 2 002 MW. L'achèvement des travaux est prévu en 2022. D'après le Premier ministre Abiy Ahmed, cette révision du projet vise à apaiser les tensions avec l'Égypte qui réclame le partage des eaux du Nil. Il semblerait néanmoins que le gouvernement se hâte de clôturer ce projet en raison des coûts supplémentaires induits par le glissement de calendrier; la fin du projet était initialement prévue pour 2016.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Attribution du contrat *Scaling Solar 1* au saoudien ACWA

Alors que cinq entreprises avaient été présélectionnées au premier tour du programme *Scaling Solar* pour le développement des centrales solaires de Gad (125 MW) et Dicheto (125 MW), le gouvernement éthiopien a attribué le contrat de 300 MUSD à l'entreprise saoudienne *ACWA Power*. En effet, alors que la Société financière internationale (SFI) soutenait initialement le projet, le refus du gouvernement – au cours de l'appel d'offres - de garantir la convertibilité des recettes en dollars a conduit au retrait de la SFI. En l'absence de garanties, quatre des cinq préqualifiés ont conditionné leur offre au retour des instruments de garantie de la Banque mondiale dans le programme. Seule l'offre d'ACWA, qui a mobilisé son actionnaire, le Fonds d'investissement chinois des Routes de la soie, a été déclaré éligible. L'entreprise a proposé une offre financière à 2,526 centimes USD/kWh pour le projet de Gad, soit le tarif le plus compétitif d'Afrique.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Lancement d'un appel d'offres pour la fourniture du centre national de contrôle du réseau électrique

Dans le cadre du financement par l'AFD (40 MUSD) du nouveau centre national de contrôle du réseau électrique situé à Addis-Abeba, *Ethiopian Electric Power* (EEP) lance une procédure de pré-qualification pour les travaux de *Supervisory Control And Data Acquisition* et *Energy Management System* (SCADA/EMS), télécommunications, relais de protection, sous-stations et sites de génération, centre d'opération de sécurité de l'information et génie civil. Le dossier de pré-qualification est disponible sur le site de [dgMarket](http://dgMarket) et les entreprises ont jusqu'au 28 octobre 2019 pour soumettre leurs offres.

✉ [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Mise en service de la première unité de la centrale *Olkaria V*

L'électricien semi-public *KenGen* a achevé la construction de la première unité de la centrale *Olkaria V*, soit 83 MW sur une capacité totale de 166 MW. La deuxième unité, d'une capacité équivalente, devrait injecter de l'électricité sur le réseau d'ici la fin de l'année. Le projet, dont la construction a commencé en janvier 2017, est financé par le gouvernement et JICA pour un montant total de 450 MUSD. Sa mise en service permet au Kenya de reprendre la 8ème place au classement mondial des pays producteurs de géothermie en terme de capacité installée, devant l'Islande (660 MW contre 736 MW actuellement, et 818 MW d'ici la fin de l'année, avec la mise en service de la deuxième unité d'*Olkaria V*).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : Paraphe du contrat de concession du projet hydroélectrique de Sahofika

Le consortium Nouvelle Energie Hydroélectrique de l'Onive (NEHO) composé d'Eiffage, Themis, Eranove, H.I.E.R et le Ministère de l'Energie, de l'eau et des hydrocarbures ont paraphé le 13 septembre à Antsirabe le sommaire du contrat de concession du projet de construction du barrage hydroélectrique de Sahofika d'une puissance installée de 200 MW. La Banque Africaine de Développement (BAD) devrait participer au financement du projet. En parallèle, les négociations sur le contrat d'achat d'électricité se poursuivent et devraient déboucher sur une signature avec la compagnie nationale Jirama dans les prochains mois.

✉ [dominique.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Report de la décision finale d'investissement (DFI) du projet de raffinerie pétrolière

La compagnie pétrolière nationale (UNOC) a fait savoir que la DFI sera signée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, marquant donc le troisième report après 2018, et septembre 2019. La réalisation de l'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED) aboutira en décembre. Le coût total du projet a été évaluées à 3,5 Mds USD soit 12.800 Mds UGX pour une capacité de traitement estimée à 60.000 barils par jour et sera dans le parc industriel d'Hoima, au large du lac Albert. En avril 2018, le gouvernement avait signé un PPP avec un consortium dirigé par *General Electric*, composé de l'italien Saigpem (spécialisé dans la recherche et les forages pétroliers), l'américain *Yaatra Ventures* et la mauricien *Intracontinent Asset Holdings Ltd*. Cette signature avait mis fin à 5 ans de lutte de la part du gouvernement pour trouver des parties prenantes, le retour sur investissement de la raffinerie étant incertain. Ils détiendront 60 % du capital de la raffinerie ; 70 % sera financé par la dette, 30 % sur fonds propres. Le gouvernement ougandais, qui disposera de 40 %, devrait ouvrir son capital à d'autres acteurs publics régionaux, notamment la Tanzanie qui souhaiterait disposer de 7 % des parts du projet.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Extension du réseau électrique via le recours aux investissements privés

Le gouvernement envisage de lever 3,5Mds USD (12.9Mds UGX) auprès d'investisseurs privés (une somme supérieure aux réserves de changes, évaluées à 3,3Mds USD). Le 1<sup>er</sup> juin 2018, la *China Electric Power Equipment and Technology* avait fait part de son intention d'investir 3 Mds USD dans la réduction des pertes techniques et l'amélioration de la fiabilité électrique. L'Ouganda affiche des objectifs ambitieux dans sa politique d'électrification, à savoir 300.000 nouveaux consommateurs par année pour atteindre un taux d'électrification de 60 % (contre 26.7 % en 2018<sup>1</sup>) à horizon 2027. Cette volonté d'étendre le réseau s'explique par la capacité de production électrique en hausse à 1 719 MW (+783 MW disponible d'ici 2020) couplée à l'exigüité du réseau de transmission (34.000 km de lignes électriques) et au prix élevé de l'électricité (0.21 USD par kWh, soit 769 UGX, +0.6 USD vs Kenya), faisant craindre une hausse de l'excédent de production, actuellement de 400 MW.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

---

<sup>1</sup> Chiffres de la Banque Mondiale

## ▼ Industrie

### ▼ Burkina Faso : les femmes du secteur minier burkinabé soutenues par la France

L'ambassade de France a signé une convention le 30 août dernier avec l'Association des femmes du secteur Minier au Burkina Faso (AFEMIB). D'un montant de 49 995 EUR, elle permettra de financer plusieurs activités : i) l'appui à l'autonomisation des femmes du site d'orpaillage de la commune de Boudri, ii) la réalisation d'un documentaire sur les femmes exerçant dans le secteur minier à Diakoudougou, iii) la sensibilisation autour de l'orpaillage et de l'usage du mercure en vue de la réduction de la pollution et de la préservation de l'environnement et de la santé humaine, et iv) un plaidoyer pour la prise en compte des femmes dans la gestion du fonds minier de développement local dans des communes minières.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : augmentation de la capacité de broyage de cacao de l'usine Micao

Les travaux d'agrandissement, d'un montant de 110 M EUR, devraient porter la capacité de broyage de l'usine de 110 000 tonnes à 170 000 tonnes d'ici 2021. Pour rappel, alors que la Côte d'Ivoire a produit 2 Mt de cacao en 2018 (près de 40% de la production mondiale), le gouvernement ivoirien s'est fixé comme objectif de réaliser une première transformation locale sur 50% de la production d'ici 2020. La capacité nationale de broyage, aujourd'hui à 31%, pourrait augmenter grâce à l'ouverture de nouvelles usines annoncées récemment par le groupe ivoirien Ivory Cocoa Products (ICP), le Suisse Barry Callebaut ou encore la société ivoirienne Sifca Coop.

✉ [jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : accord de construction d'une usine d'assemblage Toyota en Côte d'Ivoire

À l'occasion de la 7<sup>ème</sup> édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-VII) le gouvernement ivoirien et le constructeur automobile Toyota ont signé un accord de construction d'une usine d'assemblage en Côte d'Ivoire. L'usine, dont la construction doit démarrer fin 2019, sera située dans la nouvelle zone industrielle de Yopougon. Son ouverture est prévue en 2021. Le montant des investissements et la taille de l'usine n'ont pas été communiqués. Les véhicules seront distribués par CFAO Motors.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : contrat de gestion déléguée de la Société béninoise d'énergie électrique

Le conseil des ministres du 11 septembre a validé l'attribution du contrat de gestion déléguée de la Société Béninoise d'énergie électrique SBEE – dont les termes doivent être finalisés – à la société canadienne Manitoba Hydro International. Il appartiendra au groupement SOFRECO-KPMG Togo d'assurer l'audit des résultats dudit contrat à l'aune des objectifs retenus.

✉ [pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : annonce d'une initiative ivoiro-ghanéenne sur la traçabilité du cacao**

Les instances ivoiriennes et ghanéennes de régulation du cacao se préoccupent des critiques qui leur sont adressées en termes de conséquences environnementales et sociales de la production de cacao. Ainsi, à l'initiative de Joseph Aidoo, Directeur du Ghana Cocoa Board (Cocobod) et d'Yves Brahim Koné, Directeur général du Conseil du café-cacao (CCC), les chocolatiers, les industriels et les négociants se sont réunis à Abidjan. L'objectif de cette rencontre était de rendre plus lisible la durabilité de l'industrie en réformant les systèmes de certification.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : vers la réintégration du Niger à l'ITIE**

La Commune de Tillabéry a accueilli, le 9 août 2019 dernier, la 1<sup>ère</sup> réunion du Groupe multipartite de concertation (GMC) du Dispositif national de mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (DN/ITIE-Niger). Cette réunion a donné lieu à l'adoption de plusieurs documents, dont le règlement intérieur et le plan d'actions 2019-2021. L'objectif du Niger est de déposer sa candidature lors du prochain Conseil d'administration de l'ITIE, à la mi-octobre 2019.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Sierra Leone : financement du secteur électrique du Sierra Leone par la US Trade and Development Agency (USTDA)**

L'USTDA a annoncé son soutien à un projet énergétique au Sierra Leone. L'agence allouera une subvention de plus de 778 000 EUR (511 M FCFA) pour la réalisation d'études de faisabilité technique, économique, financière, environnementale et sociale. Menées par l'américain WindGen, spécialiste des solutions d'énergie renouvelable, ces études portent sur la mise en place de 40 mini-réseaux au profit des communautés et de 5 de ces installations pour les entreprises commerciales et industrielles. L'étude aura un coût total évalué à 822 000 EUR (540 M FCFA), dont le solde sera fourni par WindGen.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Nigéria : la prochaine recapitalisation des sociétés d'assurance devrait permettre une augmentation de la souscription des risques et une diversification de l'offre de produits

L'augmentation du capital minimum requis (10 Mds NGN, soit 27,8 M USD contre 3 Mds NGN, soit 8,3 M USD actuellement) pour les compagnies d'assurance implantées au Nigéria, qui doit entrer en vigueur en juin 2020, devrait permettre la consolidation du secteur. Aujourd'hui très fragmenté (28 compagnies) et peu profitable, ce dernier pourrait se partager entre une douzaine d'opérateurs pour moitié étrangers. Ce renforcement de la structure des compagnies d'assurance devrait également se traduire par une meilleure gestion des risques et un élargissement de l'offre de produits.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : inauguration de l'Aerohub de Bolloré Transport & Logistics

La plateforme logistique « Aerohub » d'Abidjan a été inaugurée le 4 septembre par Bolloré dans la zone aéroportuaire, après 12 mois de chantier. Le montant investi pour la première phase des travaux s'élève à 6,8 M EUR. Le montant total mobilisé d'ici 2021 représente 12 M EUR. Elle permettra le stockage et la distribution de produits au marché ivoirien et sous régional. La phase II du projet (construction d'un entrepôt exclusivement dédié à la logistique aérienne) est prévue dès la fin de l'année. Bolloré a également en projet la construction d'une plateforme logistique au PK28 (zone industrielle d'Abidjan) et l'aménagement de nouveaux entrepôts de stockage et de stations d'emportage à San Pedro.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : départ du Directeur général de MTN Côte d'Ivoire

Le Groupe MTN Côte d'Ivoire a annoncé le départ du directeur général M. Freddy TCHALA. Il quittera ses fonctions le 30 septembre 2019. Le Président du Groupe MTN, M. Rob SCHUTER l'a remercié pour les 17 années passées au service du groupe. MTN est le 2<sup>ème</sup> opérateur du secteur de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire, avec environ 33% des abonnés, derrière le leader français Orange (41%).

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gambie : bonne santé du secteur bancaire selon la Banque centrale (BC)

Lors du dernier Comité de politique monétaire de la BC, le Gouverneur a affirmé que le secteur bancaire du pays était suffisamment capitalisé, très liquide et rentable. Le total des actifs du secteur a augmenté de 25,4% sur un an, pour atteindre 47,5% à fin juin 2019. Le ratio d'adéquation des fonds propres pondéré en fonction des risques s'établit à 29% en juin 2019 (supérieur au minimum légal de 10%). Les actifs liquides représentent 57,9% des actifs totaux (56,6% il y a un an). Le ratio d'actifs liquides sur dépôts atteint 95,6% en juin (l'exigence légale est de 30%). Le montant total des dépôts s'élève à 556 M EUR, en hausse de 25,7% par rapport à juin 2018. Le taux de créances douteuses a diminué à 2,3%.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : la compagnie Niger Airlines souhaite couvrir la sous-région

La principale compagnie aérienne du Niger, ambitionne une extension de ses vols dans la sous-région. Son président directeur général, Abdoul Aziz Larabou, a exprimé cette volonté lors d'un entretien avec le président de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), le 27 août dernier à Lomé. La compagnie assure des activités de transports de passagers, de fret, de vols charter, de vols privés et d'évacuations sanitaires. Niger Airlines, créée en 2012, a consacré les cinq premières années de son activité au développement des vols domestiques. Les principales régions du pays, (Agadez, Diffa, Maradi et Zinder) sont ainsi desservies par des vols réguliers.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cap-Vert : la compagnie Asky Airlines étend son réseau

La compagnie aérienne panafricaine, Asky Airlines envisagerait de desservir le Cap-Vert en assurant une liaison Lomé - Dakar – Praia. A partir du 1<sup>er</sup> avril 2020, la compagnie assurera trois vols par semaine (lundi, mercredi et samedi) avec le Boeing 737-800. Le Cap-Vert deviendrait ainsi le 21<sup>ème</sup> pays africain desservi par Asky en provenance de Lomé. Mise en service depuis 2010, la compagnie, détenue à 40% par Ethiopian Airlines, possède le plus grand réseau en Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : la banque américaine VISTA sur la liste des repreneurs de la BICIGUI (groupe BNP Paribas)

Le Président Alpha Condé est en tournée aux Etats-Unis depuis le 8 septembre 2019 pour attirer des investisseurs américains. Lors d'une conférence de presse accordée à la voix de l'Amérique, il a annoncé que le groupe américain Vista Bank serait intéressé pour racheter la BICIGUI, filiale du groupe français BNP Paribas. La banque marocaine Attijariwafa figure également sur la liste des potentiels repreneurs.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Dynamisme du secteur du tourisme

Les revenus touristiques ont généré 1,62 Mds USD sur la période fiscale 2018/19 (soit 7,7 % du PIB), en hausse de 9,4 % par rapport à 2018 tandis que le nombre de visiteurs, à 1,5 M, est en hausse de 7,4 %. En outre, le secteur constitue la première source de devises pour la cinquième année consécutive et emploie 667 600 personnes en 2018 (soit 6,7% des emplois formels). Cette performance s'explique par des campagnes de promotion du pays comme destination touristique (organisation de 4 campagnes et de 22 événements nationaux), l'investissement accru dans l'offre de services et l'amélioration des infrastructures routières. Le secteur touristique jouit d'un budget en hausse de 64,4 % pour 2019/20 (0,62% du budget total), avec l'objectif ambitieux d'attirer 1,74 M de visiteurs (+ 15 %) et générer 2,47 Mds USD de recettes. Au-delà de ces réussites, plusieurs défis restent à relever comme l'illustre le faible taux d'occupation annuel des hôtels à 51 %.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Amélioration de la capacité du port de Dar es Salam

L'autorité des ports tanzaniens (TPA) pourra augmenter de 270 % sa capacité d'importation de véhicules suite à l'extension d'un nouveau quai. Selon le Directeur Général de TPA, l'agence peut désormais traiter l'importation de 600 000 véhicules par an contre 163 000 auparavant. L'extension a été financée par la Banque Mondiale dans le cadre du projet *Dar es Salaam Maritime Gateway Project* à hauteur de 345 MUSD. Avec ce projet, la Tanzanie vise à réceptionner 25 millions de tonnes de fret d'ici 2025, contre 18,5 millions actuellement.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Lancement du nouveau système de radar en Tanzanie

Le président John Magufuli a lancé le 16 septembre 2019 un nouveau système de radar à l'aéroport international Julius Nyerere dans la ville de Dar es Salam. Le nouveau système est l'un des quatre nouveaux radars civils fournis par *Thales Land Air System* pour les aéroports de Dar es Salam, de Kilimandjaro, Mwanza et Songwe. Ces radars permettront la surveillance complète de l'espace aérien du pays qui disposait d'un seul radar capable de contrôler 25 % de l'espace aérien. Le mois dernier, un nouveau terminal a été inauguré à l'aéroport international Julius Nyerere. Ceci devrait permettre d'accroître le trafic à l'aéroport et générer des profits de 6 MUSD par an.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Nigéria : La startup française de microfinance installée au Nigéria FairMoney lève 10 M EUR

Née en 2017, installée à Paris mais disposant d'un bureau à Lagos, la startup FairMoney (anciennement Predictus) vient de lever 10 M EUR suite à un tour de table mené par Flourish Ventures avec Speedinvest et les françaises Newfund et Le Studio VC. La jeune pousse propose des micro-crédits aux personnes sous-bancarisées grâce à un algorithme qui lui permet d'évaluer très rapidement le profil des emprunteurs par l'analyse des données disponibles sur leur téléphone, comme les transactions bancaires ou la géolocalisation. En deux ans d'existence, l'entreprise aurait déjà 200 000 utilisateurs au Nigéria et accordé 350 000 prêts pour un montant total de 15 M EUR.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Burkina Faso : prise de fonction du nouvel ambassadeur de France, M. Luc Hallade

Le nouvel ambassadeur de France est arrivé lundi 2 septembre 2019 au Burkina Faso et devrait présenter ses lettres de créances dans les jours à venir. Il remplace ainsi M. Xavier Lapeyre de Cabanes, en poste depuis 2016. M. Hallade a déjà occupé le poste d'ambassadeur en Union des Comores (2008-2011) et en RDC (2011-2015). Depuis juillet 2015, il était l'ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : un nouveau gouvernement à 13 mois des élections présidentielles de 2020

Le chef de l'État ivoirien vient de procéder à un remaniement ministériel. Ce nouveau gouvernement, toujours dirigé par Amadou Gon Coulibaly, compte 41 ministres, contre 36 dans le précédent gouvernement et 7 secrétaires d'Etat contre 5 précédemment. Comme changement principal à retenir, le directeur de Cabinet (Adama Coulibaly) devient ministre de l'économie et des finances en remplacement de Koné Adama qui devient ministre auprès du Président de la République chargé des Affaires économiques et financières. Pour rappel, ce remaniement intervient à seulement 13 mois des élections présidentielles qui s'annoncent très serrées.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : visite officielle du Président Ouattara en Arabie Saoudite

Le Président Alassane Ouattara était pour la première fois en visite officielle en Arabie Saoudite où il s'est entretenu avec le roi Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud. Les projets nés de la coopération ivoirio-saoudienne ont été rappelés lors des entretiens : le prolongement de l'autoroute du nord entre Singrobo et Yamoussoukro, la construction d'infrastructures éducatives, la construction du tronçon Taabo-Toumodi, la route Doropo-Bouna, l'approvisionnement en eau potable de la région d'Abengourou. Le Roi saoudien a assuré au chef de l'Etat ivoirien son soutien.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : vers la nomination d'un nouveau gouverneur de la banque centrale en octobre prochain**

Le président de la République libérien, George Weah, devrait nommer un nouveau gouverneur à la tête de la banque centrale du Libéria (CBL) dès le mois prochain. Un comité chargé de sélectionner le nouveau gouverneur sera bientôt mis en place. Le Président libérien déplore des dysfonctionnements répétitifs au sein de la banque et remet en question la capacité des dirigeants actuels à réorganiser efficacement son fonctionnement. Pour rappel, la banque centrale du pays traverse de nombreux scandales, dont celui de la disparition de 104 M USD. Sur cette affaire, 5 anciens responsables de la CBL ont d'ailleurs été arrêtés en août dernier pour « blanchiment d'argent » et « sabotage économique ».

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : le Premier ministre Boubou Cissé en visite de travail à Paris**

Le Premier Ministre et ministre de l'Economie et des Finances, Dr Boubou Cissé, a effectué du 9 au 12 septembre 2019 une visite de travail à Paris, suite à l'invitation de son homologue français. A cette occasion, le Chef du Gouvernement était accompagné d'une forte délégation ministérielle et d'entrepreneurs, dont le Président du Patronat (Mamadou Sinsy Coulibaly). Lors de cette visite, il a été reçu par le Président Emmanuel Macron, puis par son homologue, ainsi que plusieurs membres du Gouvernement français pour échanger autour des questions de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et de la politique de gouvernance. Par ailleurs, Dr Boubou Cissé a aussi rencontré des responsables du Patronat français (MEDEF).

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : l'ONU, partenaire du prochain Forum mondial de l'eau au Sénégal**

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) a conclu un accord de coopération stratégique avec le Secrétariat exécutif du Forum mondial de l'eau dont la prochaine réunion se tiendra en mars 2021 à Dakar. Co-organisé par le gouvernement sénégalais et le Conseil mondial de l'eau, ce Forum se tiendra pour la première fois en Afrique subsaharienne. L'UNECE contribuera également à « l'initiative 2021 » porté par le gouvernement du Sénégal, qui vise à lancer plusieurs programmes et projets à fort impact socio-économique dans le secteur de l'eau et de l'assainissement avec des résultats tangibles à mettre en valeur lors du forum.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

